

**Déclaration préliminaire prononcée par  
M. Gordon Thiessen  
gouverneur de la Banque du Canada  
devant le Comité sénatorial permanent  
des banques et du commerce  
le jeudi 23 avril 1998**

C'est avec plaisir que mes collègues et moi nous nous présentons chaque année devant votre comité, car c'est pour nous l'occasion d'expliquer comment la Banque s'y est prise pour réaliser ses objectifs au cours de l'année écoulée. Cela nous permet également de passer en revue avec vous diverses questions économiques et monétaires.

Je peux affirmer que la Banque a pris de nouvelles mesures pour améliorer ses communications avec les Canadiens et rendre compte de ses actions. Nous avons intensifié nos rapports avec les particuliers, avec toute une gamme d'entreprises et de groupes ainsi qu'avec les gouvernements provinciaux. Notre projet le plus important a été la mise sur pied de nouveaux bureaux régionaux à Calgary et à Halifax et l'expansion de nos activités à Montréal, Toronto et Vancouver. Grâce à ces bureaux, nous allons multiplier nos contacts avec les Canadiens des quatre coins du pays et recueillir des renseignements auprès de sources très variées.

Récemment, nous avons franchi un autre pas pour nous assurer de bénéficier de l'expertise qui existe à l'extérieur de la Banque en matière de politique monétaire. Nous avons créé le poste de conseiller spécial, qui sera comblé par des spécialistes de l'extérieur de la Banque pour des mandats d'un an. Un autre avantage de cette mesure est, qu'avec le temps, on trouvera dans les universités et le secteur privé un certain nombre d'économistes ayant une connaissance directe de la Banque et du rôle qu'elle joue. M. David Laidler, professeur à l'Université Western Ontario, a été choisi pour combler ce poste pendant un an, à compter du mois d'août.

Lorsque je me suis adressé à vous il y a un an, les perspectives de croissance de l'économie mondiale étaient très prometteuses. L'activité économique à l'échelle de la planète était vigoureuse, l'inflation faible, et les taux d'intérêt, stables ou à la baisse. Au Canada, la progression de la production et de l'emploi s'était accélérée grâce à nos bas taux d'intérêt et à l'assainissement spectaculaire des finances publiques. Et, de fait, l'économie canadienne a affiché une très bonne tenue en 1997 : sa croissance a dépassé les 4 % au cours de l'année et l'emploi a enregistré des gains importants.

Aujourd'hui, les perspectives économiques tant sur le plan international que national demeurent favorables même si les problèmes que connaît l'Asie ont amené une révision à la baisse des prévisions antérieures sur l'expansion économique mondiale.

La crise asiatique devrait affecter l'économie canadienne surtout par le truchement de nos autres grands partenaires commerciaux et des prix de certains biens que nous exportons, particulièrement les produits de base. Elle contribuera sans doute à ralentir l'activité économique au Canada cette année, surtout en Colombie-Britannique, une province qui dépend beaucoup du secteur des produits de base et des exportations vers l'Asie.

Heureusement, d'autres facteurs aident à renverser la vapeur. À l'exception du Japon, la tenue des économies de nos principaux partenaires commerciaux, en particulier les États-Unis, a été plus robuste que prévu. Ici, au Canada, nos bases économiques sont beaucoup plus solides que par le passé, grâce au bas taux d'inflation, à l'amélioration des finances publiques et à la restructuration qui s'opère dans le secteur privé. Nous sommes donc mieux à même de résister aux chocs comme la crise asiatique.

Sauf lorsqu'elle a fait l'objet de certains facteurs temporaires, l'inflation est demeurée l'an passé à l'intérieur de la fourchette cible de 1 à 3 %. En menant une politique monétaire dont l'objectif est de maintenir l'inflation à un faible niveau, la Banque du Canada contribue à faire durer le plus possible l'expansion économique au pays et, en même temps, à amortir les chocs externes. Plus la croissance économique se prolongera, plus nous en verrons les bienfaits, qui se traduiront en gains aux chapitres des revenus et de l'emploi.

Conformément à notre engagement de maintenir l'inflation à un bas niveau, nous avons annoncé en février, conjointement avec le gouvernement fédéral, que l'application de notre fourchette cible actuelle était prolongée jusqu'à la fin de 2001. Cette prolongation donnera à notre économie plus de temps pour démontrer sa capacité d'afficher une bonne tenue en contexte de faible inflation avant que nous ne définissions des cibles à plus long terme concernant la stabilité des prix.

Dans l'ensemble, les perspectives économiques pour le Canada restent favorables. Le FMI a prévu dernièrement que la croissance économique au pays serait de 3,2 % cette année, ce qui place le Canada au premier rang des pays industrialisés du G-7 à ce chapitre. Ces prévisions concordent en général avec les nôtres. Nous nous attendons en effet à ce que la progression des revenus et de l'emploi se poursuive cette année et l'an prochain. L'ampleur des gains à moyen terme dépendra de la mesure dans laquelle la restructuration au sein du secteur privé, que j'ai mentionnée plus tôt, permettra à la productivité de s'accroître au Canada.